

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Lachute | 76020 |

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Lachute

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Lachute (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1er janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville aurait dû procéder à la comptabilisation, au 31 décembre 2023, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Ville, n'ayant pas complété l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer les ajustements qui auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.1
1 CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A130780
Saint-Jérôme, le 2 juillet 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022 Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	24 075 000	24 171 851	21 942 722
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 308 300	1 374 947	1 315 302
Quotes-parts	3			
Transferts	4	749 954	2 655 897	4 265 757
Services rendus	5	1 378 909	1 569 995	1 501 850
Imposition de droits	6	1 189 600	1 486 815	2 275 066
Amendes et pénalités	7	428 100	390 018	411 801
Revenus de placements de portefeuille	8	74 000	287 435	100 335
Autres revenus d'intérêts	9	122 000	275 666	265 562
Autres revenus	10	160 600	923 134	153 143
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		(312 776)	(585 958)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	29 486 463	32 822 982	31 645 580
Charges				
Administration générale	14	5 771 664	4 575 369	4 305 468
Sécurité publique	15	4 615 555	4 523 976	4 229 667
Transport	16	6 987 749	7 369 340	6 910 138
Hygiène du milieu	17	6 844 504	7 239 885	7 173 719
Santé et bien-être	18	94 122	93 462	126 256
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 285 674	1 260 431	1 107 096
Loisirs et culture	20	4 966 264	4 583 354	4 399 933
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 315 364	1 250 565	1 038 316
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	31 880 896	30 896 382	29 290 593
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 394 433)	1 926 600	2 354 987
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		74 998 573	69 758 492
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		77 029	2 962 123
Solde redressé	28		75 075 602	72 720 615
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		77 002 202	75 075 602

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 515 945	4 661 017
Débiteurs (note 5)	2	18 258 102	17 142 845
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	279 931	292 712
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	4 496 742	4 809 517
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	27 550 720	26 906 091
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 653 677	5 630 281
Revenus reportés (note 11)	12	1 251 907	1 048 843
Dette à long terme (note 12)	13	43 455 047	44 179 057
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	450 000	450 000
	16	50 810 631	51 308 181
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(23 259 911)	(24 402 090)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	98 766 899	98 152 436
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	611 433	548 933
Stocks de fournitures	20	566 722	496 122
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	317 059	280 201
	23	100 262 113	99 477 692
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	77 002 202	75 075 602
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	77 002 202	75 075 602
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	77 002 202	75 075 602
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 394 433)	1 926 600	2 354 987
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	5 713 372)(	6 442 449)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		5 100 571	5 227 846
(Gain) perte sur cession	5		(1 964)	554 590
Réduction de valeur / Reclassement	6		302	(201)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(614 463)	(660 214)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(62 500)	
Variation des stocks de fournitures	10		(70 600)	(36 205)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(36 858)	(67 278)
	13		(169 958)	(103 483)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 394 433)	1 142 179	1 591 290
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(24 479 119)	(28 955 504)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		77 029	2 962 124
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(24 402 090)	(25 993 380)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(23 259 911)	(24 402 090)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 926 600	2 354 987
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 100 571	5 227 846
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession immo	3.1	(1 964)	554 590
▪ Réduction de valeur placement	3.2	312 776	
▪ Autres	3.3	302	
	4	7 338 285	8 137 423
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 115 257)	(1 318 695)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	23 396	(2 218 003)
Revenus reportés	8	203 064	275 646
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(62 500)	
Stocks de fournitures	11	(70 600)	(36 205)
Autres actifs non financiers	12	(36 857)	(67 278)
	13	6 279 531	4 772 888
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(5 713 372)	(6 442 449)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(5 713 372)	(6 442 449)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(98 507)	()
Remboursement ou cession	20		634 402
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22	111 288	95 871
	23	12 781	730 273
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	3 040 100	13 392 793
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 804 713)	(8 417 494)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(1 141 070)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	40 601	(73 854)
Autres			
▪	28.1		
	29	(724 012)	3 760 375
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(145 072)	2 821 087
Solde déjà établi	31	4 661 017	1 839 930
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	4 661 017	1 839 930
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 515 945	4 661 017

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les partenariats.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les partenariats de la Ville comprennent les organismes suivants:

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL): Consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 89,8469 % pour les postes de revenus et dépenses et 90.2550 % pour les postes d'actifs, passifs et excédents.

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est un partenariat commercial qui constitue une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Elle est présentée aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La quote-part de la Ville de Lachute dans la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est de 49.05 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Terrains : non amortis

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

F) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Constatation des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Mesure d'allègement fiscal relative aux frais reportés :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- amorti sur la durée résiduelle applicable pour le rôle d'évaluation (2016-2017-2018)
- Frais d'assainissement des sites contaminés :
 - renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes municipales à recevoir, taxes à la consommation, mutations, amendes et pénalités à recevoir et subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, retenues et dépôts de garanties et provisions et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise. Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient notamment compte de la durée et de l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Instruments financiers (chapitre SP 3450, SP 3401 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences des chapitres SP 3450 - Instruments financiers, SP 3041 - Placements de portefeuille et SP 1201 - Présentation des états financiers consolidés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers consolidés, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

L'adoption de ces nouvelles exigences, appliquées de façon prospective, n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Ville, mis à part en ce qui concerne la divulgation d'information portant sur les risques découlant des instruments financiers présentée à la note 25.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il existe une obligation juridique qui oblige la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- l'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 515 945	4 661 017
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 4 515 945	4 661 017
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 4 515 945	4 661 017
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 1 189 534	751 923
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	4 962 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	2 639 535	1 559 801
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	12 049 372	11 170 233
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 986 786	2 780 333
Organismes municipaux	13	353 468	225 252
Autres			
▪ Amendes et frais à recevoir	14.1	548 555	424 989
▪ Mutations, assurances et autres	14.2	680 386	982 237
	15	18 258 102	17 142 845
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 155 166	5 973 588
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	5 155 166	5 973 588
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	1 145 894	1 179 793
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 433 200	1 618 200
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	5 996 608	4 941 489
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 304 677	1 497 685
Ministère de la Culture et des Communications	25	1 595 518	1 595 518
Autres ministères/organismes	26	1 719 369	1 517 341
	27	12 049 372	11 170 233

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	279 931	292 712
Autres placements	34		
	35	279 931	292 712
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quotes-parts versées annuellement au fonds collectif de franchise d'assurances.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'emprunts temporaires autorisés totalisant un maximum de 19 256 321 \$, portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière. Au 31 décembre 2023, les emprunts temporaires utilisés se chiffrent à 0 \$ (0 \$ au 31 décembre 2022).

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	2 821 305	2 849 298
Salaires et avantages sociaux	42	254 519	217 311
Dépôts et retenues de garantie	43	909 407	1 119 021
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Organismes municipaux	45.1	404 515	289 497
▪ Gouvernement du Québec	45.2	37 857	28 599
▪ Intérêts courus	45.3	267 413	214 830
▪ Vacances courues	45.4	580 880	524 077
▪ Autres	45.5	377 781	387 648
	46	5 653 677	5 630 281

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	617 065	543 427
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	33 045	23 413
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58	305 329	310 050
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Transferts	60.1	31 415	80 439
▪ Autres	60.2	265 053	91 514
	61	1 251 907	1 048 843

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	5,70	2024	2028	62	43 789 643	44 554 254
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	43 789 643	44 554 254
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(334 596)	(375 197)
					72	43 455 047	44 179 057

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	4 422 121			4 422 121
2025	74	4 352 928			4 352 928
2026	75	4 209 774			4 209 774
2027	76	4 152 459			4 152 459
2028	77	3 970 497			3 970 497
2029 et plus	78	22 681 864			22 681 864
	79	43 789 643			43 789 643
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	43 789 643			43 789 643

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	509 458
Autres régimes (REER et autres)	88	59 146
Régimes de retraite des élus municipaux	89	30 256
	90	598 860

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92	450 000	450 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95	450 000	450 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	44 930 007	1 225 738	22 457	46 133 288
Eaux usées	103	49 053 856	734 930	43 072	49 745 714
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	45 578 300	1 753 416		47 331 716
Autres					
▪ Parcs, Aéroport, Éclairage rue	105.1	14 304 659	93 066	147 353	14 250 372
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	10 289 182	58 488		10 347 670
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	5 864 855	1 219 975	177	7 084 653
Ameublement et équipement de bureau	110	1 294 551		46 134	1 248 417
Machinerie, outillage et équipement divers	111	5 685 136	175 277	22 570	5 837 843
Terrains	112	3 964 829	46 343	1 067	4 010 105
Autres	113	6 768			6 768
	114	180 972 143	5 307 233	282 830	185 996 546
Immobilisations en cours	115	6 004 684	406 139	743	6 410 080
	116	186 976 827	5 713 372	283 573	192 406 626
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	21 075 749	945 247	22 203	21 998 793
Eaux usées	118	22 999 244	1 119 731	46 989	24 071 986
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	24 204 057	1 580 211		25 784 268
Autres					
▪ Parcs, Aéroport, Éclairage rue	120.1	7 903 045	466 808	147 353	8 222 500
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	5 200 497	227 537		5 428 034
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	3 208 885	331 687	177	3 540 395
Ameublement et équipement de bureau	125	1 061 610	84 647	46 134	1 100 123
Machinerie, outillage et équipement divers	126	3 164 536	344 703	22 379	3 486 860
Autres	127	6 768			6 768
	128	88 824 391	5 100 571	285 235	93 639 727
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	98 152 436			98 766 899
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134	421 348	421 348
Autres	135	190 085	127 585
	136	611 433	548 933
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	611 433	548 933

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	144.1	257 146	237 287
▪ Immatriculations	144.2	10 839	10 307
▪ Divers	144.3	49 074	32 607
Autres			
▪	145.1		
	146	317 059	280 201

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville de Lachute est membre de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels, de déneigement et autres obligations s s'élève à 3 100 516\$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2024 -	2 319 423 \$
2025 -	434 832 \$
2026 -	38 641 \$
2027 -	235 620 \$
2028 et +	72 000 \$

De plus, la Ville de Lachute s'est engagée, en vertu de contrats de location d'équipement, à verser des loyers totalisant 35 213 \$ pour les années 2023 à 2026.

Office municipal d'habitation de Lachute

L'Office municipal d'habitation de Lachute (OMHL), la Ville de Lachute et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Ville de Lachute contribue à 10 % au déficit d'exploitation. Au 1er janvier 2021, l'Office municipal d'habitation de Lachute et l'Office municipal de Saint-André d'Argenteuil ont fusionné, menant ainsi à la constitution de l'Office régional d'habitation d'Argenteuil (ORHA). À compter du 1er janvier 2021, la Ville de Lachute contribue à la hauteur de 5 % du déficit d'exploitation de l'ORHA.

20. Droits contractuels

La Ville de Lachute a conclu des contrats de location de terrains, d'espaces sur des tours de télécommunication pour des antennes et autres ententes, échéant à différentes date jusqu'en 2028, prévoyant la perception de sommes totalisant 190 052 \$. Les revenus de location et de compensation financière à percevoir au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2024 -	44 943 \$
2025 -	41 632 \$
2026 -	41 992 \$
2027 -	30 572 \$
2028 -	30 913 \$

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 9 545 374 \$ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 4 971 350 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 8 319 806 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 225 568 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

La Ville a découvert que les revenus de transferts à l'état consolidé des résultats (S7) et dans les renseignements complémentaires – informations sectorielles consolidés (S12, S13 et S14) ont été sous-évalués au cours de l'exercice 2022.

En conséquence, l'application de ces redressements a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 :

État consolidé des résultats (page S7)

Transferts : 575 610 \$

État consolidé de la situation financière (page S8)

Débiteurs : 575 610 \$

Excédent (déficit) accumulé : 575 610 \$

Résultats détaillés par organismes (page S12)

Transferts : 575 610 \$

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes (page S14)

Revenus d'investissements : 575 610 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales : 575 610 \$

Situation financière par organismes (page S15)

Débiteurs : 575 610 \$

Financement des investissements en cours : 575 610 \$

Excédent (déficit) accumulé (page S23)

Financement des investissements en cours : 575 610 \$

De plus, la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes, pour laquelle la Ville comptabilise dans ses états financiers une participation selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, a redressé ses états financiers 2022 et antérieurs. En conséquence, la Ville a redressé sa participation et ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 :

État consolidé des résultats (page S7)

Quote-part dans les résultats nets d'entreprises : (498 581 \$)

État consolidé de la situation financière (page S8)

Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux : 2 463 542 \$

Excédent (déficit) accumulé : 2 463 542 \$

Résultats détaillés par organismes (page S12)

Quote-part dans les résultats nets d'entreprises : (498 581 \$)

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes (page S14)

Revenus d'investissements : (498 581 \$)

Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales : (498 581 \$)

Situation financière par organismes (page S15)

Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux : 2 463 542 \$

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs : 2 463 542 \$

Excédent (déficit) accumulé (page S23)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs : 2 463 542 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ces activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et les équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières reconnues ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne déteint aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Non en souffrance	116 069 \$	165 320 \$
En souffrance de plus de 6 mois	67 654 \$	58 959 \$
Moins provision pour mauvaises créances	36 177 \$	10 248 \$
Total	147 546 \$	214 031 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 744 270 \$	–	–	–	4 744 270 \$
Intérêts courus à payer	267 413 \$	–	–	–	267 413 \$
Dettes	4 422 121 \$	12 715 161 \$	8 157 587 \$	18 494 775 \$	43 789 644 \$
	9 433 804 \$	12 715 161 \$	8 157 587 \$	18 494 775 \$	48 801 327 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2022

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	Plus de 3 ans	Total
Emprunts	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 079 119 \$	–	–	4 079 119 \$
Intérêts courus à payer	214 830 \$	–	–	214 830 \$
Dettes	4 821 715 \$	12 986 939 \$	26 745 600 \$	44 554 254 \$
	9 115 664 \$	12 986 939 \$	26 745 600 \$	48 848 203 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix courant. Le risque de marché comprend la risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixes sont la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille et les emprunts temporaires.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Budget 2023	Réalizations 2023			
	Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 23					
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	21 942 722	24 075 400	24 171 851			24 171 851
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 315 302	1 308 300	1 374 947			1 374 947
Quotes-parts	3					1 254 254	
Transferts	4	801 804	740 700	913 607		291	913 898
Services rendus	5	2 250 899	2 229 400	2 480 022			1 569 995
Imposition de droits	6	2 275 066	1 189 600	1 486 815			1 486 815
Amendes et pénalités	7	411 801	428 100	390 018			390 018
Revenus de placements de portefeuille	8		74 000	287 435			287 435
Autres revenus d'intérêts	9	365 886	122 000	275 666			275 666
Autres revenus	10	(290 642)	160 600	756 287			756 287
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	29 072 838	30 328 100	32 136 648		1 254 545	31 226 912
Investissement							
Taxes	13		40 000				
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 463 441	8 118 000	1 741 999			1 741 999
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	443 983	500 000	104 347			104 347
Autres	18			62 500			62 500
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(585 958)		(312 776)			(312 776)
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	3 321 466	8 658 000	1 596 070			1 596 070
	22	32 394 304	38 986 100	33 732 718		1 254 545	32 822 982
Charges							
Administration générale	23	4 199 285	5 632 454	4 517 938	141 578		4 575 369
Sécurité publique	24	4 007 254	4 404 255	4 261 523	262 453		4 523 976
Transport	25	4 838 503	5 069 403	5 261 863	2 107 477		7 369 340
Hygiène du milieu	26	5 448 083	6 087 028	6 208 135	1 721 576	1 390 309	7 239 885
Santé et bien-être	27	126 256	94 122	93 462			93 462
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 100 752	1 282 674	1 254 785	5 646		1 260 431
Loisirs et culture	29	3 926 808	4 502 864	4 135 785	447 569		4 583 354
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	995 445	1 235 400	1 207 518		43 047	1 250 565
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 662 446	4 442 046	4 686 299	(4 686 299)		
	34	29 304 832	32 750 246	31 627 308		1 433 356	30 896 382
Excédent (déficit) de l'exercice	35	3 089 472	6 235 854	2 105 410		(178 811)	1 926 600

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
		Redressé note 23			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 089 472	6 235 854	2 105 410	1 926 600
Moins : revenus d'investissement	2 (	3 321 466)	8 658 000)	1 596 070)	1 596 070)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(231 994)	(2 422 146)	509 340	(178 811)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	4 662 446	4 442 046	4 686 299	414 272
Produit de cession	5				
(Gain) perte sur cession	6	554 392		(1 964)	(1 964)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	5 216 838	4 442 046	4 684 335	414 272
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9				
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	147 150			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	95 871		424 064	424 064
	15	243 021		424 064	424 064
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			30 000	565
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 919 900)	3 060 200)	3 060 200)	213 587)
	18	(2 919 900)	(3 060 200)	(3 030 200)	(213 022)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	308 032)	248 600)	589 389)	291)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	405 000			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 011 048	1 761 700	2 065 823	2 065 823
Réserves financières et fonds réservés	22	(444 448)	(472 800)	(616 803)	(1 914)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				3 178
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				3 178
	25	663 568	1 040 300	859 631	973
	26	3 203 527	2 422 146	2 937 830	202 223
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 971 533		3 447 170	23 412

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023	
	Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 321 466	1 596 070	1 596 070
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	139 065)(	33 387)(	33 387)
Sécurité publique	3 (	120 180)(	872 160)(	872 160)
Transport	4 (	2 573 081)(	2 283 644)(	2 283 644)
Hygiène du milieu	5 (	2 514 271)(	2 223 076)(	2 766)(
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	31 761)(	63 876)(	63 876)
Loisirs et culture	8 (	961 815)(	234 463)(	234 463)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	6 340 173)(	5 710 606)(	2 766)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	)	62 500)(	62 500)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	7 418)(	98 507)(	98 507)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 166 500	3 010 100	3 010 100
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	308 032	589 389	291
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		28 000	28 000
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	655 367	861 704	861 704
	19	963 399	1 479 093	291
	20	(217 692)	(1 382 420)	(2 475)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 103 774	213 650	(2 475)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	Administration municipale	2023		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 23		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 027 641	3 963 931	409 628		4 515 945
Débiteurs (note 5)	2	17 152 390	18 401 370	9 033		18 258 102
Prêts (note 6)	3					
Placements de portefeuille (note 7)	4	292 712	279 931			279 931
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	4 809 517	4 496 742			4 496 742
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	26 282 260	27 141 974	418 661		27 550 720
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10					
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 379 450	5 633 584	30 008		5 653 677
Revenus reportés (note 11)	12	1 048 843	1 251 907			1 251 907
Dettes à long terme (note 12)	13	42 208 403	41 701 433	1 753 614		43 455 047
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14					
Autres passifs (note 14)	15	450 000	450 000			450 000
	16	49 086 696	49 036 924	1 783 622		50 810 631
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(22 804 436)	(21 894 950)	(1 364 961)		(23 259 911)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	90 918 518	91 944 485	6 822 414		98 766 899
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	548 933	611 433			611 433
Stocks de fournitures	20	496 122	566 722			566 722
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	280 201	317 059			317 059
	23	92 243 774	93 439 699	6 822 414		100 262 113
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	6 809 697	7 721 478	76 142		7 797 620
Excédent de fonctionnement affecté	25	3 334 853	3 351 723			3 351 723
Réserves financières et fonds réservés	26	1 479 803	1 664 634	423 548		2 088 182
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(3 471 600) (	3 161 000) (	1 480 984) (		4 641 984)
Financement des investissements en cours	28	(1 766 395)	(1 557 477)	(105 312)		(1 662 789)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	63 052 980	63 525 391	6 544 059		70 069 450
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	69 439 338	71 544 749	5 457 453		77 002 202
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	9 991 900	9 487 207	9 494 905	8 855 934
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 140 500	1 894 825	1 896 359	1 759 895
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	11 783 000	11 032 072	11 086 209	10 421 032
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 014 000	1 005 922	1 048 678	915 275
D'autres organismes municipaux	10			291	512
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	221 200	183 001	183 001	122 529
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	200	18 595	18 595	
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 744 800	2 911 114	1 656 860	1 585 824
Transferts	15				
Autres	16	128 100	131 184	131 184	86 845
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	199 500	299 240	299 240	253 808
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 442 046	4 686 299	5 100 570	5 227 846
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Mauvaises créances	21.1	80 000	(33 065)	(33 065)	61 638
▪ Réclamations dommages	21.2	5 000	10 914	10 914	(545)
▪ Autres	21.3			2 641	
	22	32 750 246	31 627 308	30 896 382	29 290 593

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 797 620	6 862 425
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 351 723	3 334 853
Réserves financières et fonds réservés	3	2 088 182	1 479 803
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	4 641 984)(	4 675 644)
Financement des investissements en cours	5	(1 662 789)	(1 869 233)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	70 069 450	69 943 398
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	77 002 202	75 075 602
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 721 478	6 809 697
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	76 142	52 728
	11	7 797 620	6 862 425
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget 2024	12.1	1 593 000	1 500 000
▪ Prog. économie d'eau potable	12.2	184 103	182 151
▪ Développement parcs industriels	12.3	447 171	447 171
▪ Engagements	12.4	59 628	73 208
▪ Covid-19 (exercice suivant)	12.5	62 700	362 700
▪ Mandat d'évaluation	12.6	602 195	482 195
▪ Études&avants-projets rég.emp.	12.7	186 562	186 562
▪ Plan dir. égouts et Sinistrés	12.8	19 090	100 866
▪ Équipement parcs, signalisation et plantation arbres	12.9	197 274	
	13	3 351 723	3 334 853
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	3 351 723	3 334 853

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	1 246 491
Organismes contrôlés et partenariats	22	1 211 660
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	238 143
Organismes contrôlés et partenariats	24	238 143
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	423 548
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	180 000
Autres		30 000
▪	30.1	
	31	2 088 182
	32	1 479 803
	2 088 182	1 479 803

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 (	450 000)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 (	450 000)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres		
▪ Programme Rénovation Québec	56.1 (	1 165 100)(
▪ Autres activités	56.2 (	3 026 884)(
	57 (	4 191 984)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	4 641 984)(
		4 675 644)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 1 844 435	614 766
Investissements à financer	66 (3 507 224)(	2 483 999)
	67 (1 662 789)	(1 869 233)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 98 766 899	98 152 436
Propriétés destinées à la revente	69 611 433	548 933
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71 279 931	292 712
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72 4 496 742	4 809 517
	73 104 155 005	103 803 598
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 104 155 005	103 803 598
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (43 455 047)(	44 179 057)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (334 596)(	375 197)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 5 512 104	6 043 600
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 4 191 984	4 650 454
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (34 085 555)(	33 860 200)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (34 085 555)(	33 860 200)
	84 70 069 450	69 943 398

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

104

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé subséquemment par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3, 2012-643-4, 2016-643-5, 2016-643-6, 2017-643-7 et 2020-643-8.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 7,5% du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 7% du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- admissibilité à 700h : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 6 %
- à compter de 6 241 heures : 7,5 %

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 7,5% du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit à 8% sur la base des heures rémunérées au taux régulier.

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- admissibilité à 700h : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 4 %
- à compter de 6 241 heures : 7,5 %

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	509 458
	110	509 458
		469 516

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en novembre 2016.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 7 579 \$ (6 833 \$ en 2022) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2023 s'établit à 23 779 \$ (16 200 \$ en 2022).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de 51 567 \$ (85 407 \$ en 2022) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2023 s'établit à 343 144 \$ (310 043 \$ en 2022)

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	92 240
	116	59 146
		92 240

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7
		7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Cotisations des élus au RREM	118	7 725	7 450
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	26 032	25 106
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 224	4 466
	121	30 256	29 572
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 559 054	14 559 054	12 842 496
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	3 151 091	3 151 091	3 052 335
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 038 371	1 038 371	968 688
Activités de fonctionnement	8	1 597 644	1 597 644	1 501 493
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	20 346 160	20 346 160	18 365 012
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 738 137	1 738 137	1 713 538
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 831 075	1 831 075	1 683 358
Autres				
▪ Contrôle biologique moustiques	16.1	179 655	179 655	109 742
Centres d'urgence 9-1-1	17	76 824	76 824	71 072
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	3 825 691	3 825 691	3 577 710
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	3 825 691	3 825 691	3 577 710
	27	24 171 851	24 171 851	21 942 722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	135 286	135 286	129 868
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	395 690	395 690	383 813
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	728 856	728 856	680 869
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	1 259 832	1 259 832	1 194 550
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	26 650	26 650	25 606
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	952	952	937
Taxes d'affaires	38			
	39	27 602	27 602	26 543
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	86 732	86 732	93 479
	42	86 732	86 732	93 479
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	781	781	730
	45	781	781	730
	46	1 374 947	1 374 947	1 315 302

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	50 000	50 000	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	3 642	3 642	20 823
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	24 640	24 640	57 014
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	77 016	77 307	32 758
Réseau de distribution de l'eau potable	63	12 180	12 180	31 947
Traitement des eaux usées	64	373	373	393
Réseaux d'égout	65	(74 759)	(74 759)	167 615
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67	100 843	100 843	28 437
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77	11 497	11 497	1 322
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	13 624	13 624	14 183
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	83 534	83 534	101 244
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	302 590	302 881	455 736

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88	162 880	162 880	
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	924 404	924 404	888 339
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	465 352	465 352	1 773 439
Réseau de distribution de l'eau potable	102			305 985
Traitement des eaux usées	103			25 605
Réseaux d'égout	104	(2 283)	(2 283)	452 858
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110	31 909	31 909	17 215
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	159 737	159 737	
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	1 741 999	1 741 999	3 463 441

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	379 107	379 107	164 589
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	231 910	231 910	181 991
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	611 017	611 017	346 580
TOTAL DES TRANSFERTS	136	2 655 606	2 655 897	4 265 757

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137	199 885	199 885	233 077
Évaluation	138			
Autres	139	10 896	1 106	14 046
	140	210 781	200 991	247 123
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	137 868	137 868	114 969
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	137 868	137 868	114 969
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146	2 000	2 000	
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			6 222
	151	2 000	2 000	6 222
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	99 121	99 121	88 563
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154	656 510	166 959	163 627
Réseaux d'égout	155	457 095	46 409	37 315
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158	64 465	64 465	22 900
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	1 277 191	376 954	312 405

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	269 533	269 533	205 116
Activités culturelles				
Bibliothèques	174	18 829	18 829	17 551
Autres	175	7 067	7 067	20 542
	176	295 429	295 429	243 209
Réseau d'électricité	177			
	178	1 923 269	1 013 242	923 928

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	78 785	78 785	55 870
	182	78 785	78 785	55 870
Sécurité publique				
Police	183	26 752	26 752	26 446
Sécurité incendie	184	13 275	13 275	6 148
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	40 027	40 027	32 594
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	10 599	10 599	68 331
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	10 599	10 599	68 331
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	114 160	114 160	165 365
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	114 160	114 160	165 365

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	208				
Sécurité du revenu	209				
Autres	210				
	211				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	212				5 362
Rénovation urbaine	213				
Promotion et développement économique	214				
Autres	215				
	216				5 362
Loisirs et culture					
Activités récréatives	217	295 407	295 407		235 659
Activités culturelles					
Bibliothèques	218	12 046	12 046		10 784
Autres	219	5 729	5 729		3 957
	220	313 182	313 182		250 400
Réseau d'électricité					
	221				
	222	556 753	556 753		577 922
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	2 480 022	1 569 995		1 501 850

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	116 906	116 906	170 587
Droits de mutation immobilière	225	1 369 909	1 369 909	2 104 479
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	1 486 815	1 486 815	2 275 066
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	390 018	390 018	411 801
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230	287 435	287 435	100 335
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	275 666	275 666	265 562
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	1 964	1 964	(554 590)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	413 000	413 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236	104 347	104 347	443 983
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238	38 922	38 922	37 967
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	364 901	364 901	225 783
	242	923 134	923 134	153 143
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	476 225		476 225	476 225	724 388
Greffe et application de la loi	2	910 316		910 316	910 316	853 497
Gestion financière et administrative	3	2 377 420	141 578	2 518 998	2 434 851	1 991 719
Évaluation	4	262 662		262 662	262 662	189 136
Gestion du personnel	5	491 315		491 315	491 315	546 728
Autres						
▪	6.1					
	7	4 517 938	141 578	4 659 516	4 575 369	4 305 468
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	2 162 212		2 162 212	2 162 212	2 065 712
Sécurité incendie	9	1 866 704	262 453	2 129 157	2 129 157	1 901 325
Sécurité civile	10	19 662		19 662	19 662	37 285
Autres	11	212 945		212 945	212 945	225 345
	12	4 261 523	262 453	4 523 976	4 523 976	4 229 667
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	2 197 657	1 867 146	4 064 803	4 064 803	4 144 327
Enlèvement de la neige	14	2 298 822	39 367	2 338 189	2 338 189	1 913 065
Éclairage des rues	15	144 564	87 816	232 380	232 380	197 597
Circulation et stationnement	16	289 714	27 200	316 914	316 914	277 782
Transport collectif						
Transport en commun	17	157 784		157 784	157 784	105 580
Transport aérien	18	173 322	49 944	223 266	223 266	235 783
Transport par eau	19					
Autres	20		36 004	36 004	36 004	36 004
	21	5 261 863	2 107 477	7 369 340	7 369 340	6 910 138

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	941 285	435 935	1 377 220	1 299 011
Réseau de distribution de l'eau potable	23	446 558	555 625	1 002 183	1 175 451
Traitement des eaux usées	24	1 647 063	43 243	1 690 306	1 999 170
Réseaux d'égout	25	949 370	676 776	1 466 962	757 172
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	632 907		632 907	678 002
Élimination	27	227 083	9 997	237 080	254 120
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	430 314		430 314	413 678
Tri et conditionnement	29	138 196		138 196	20 486
Matières organiques					
Collecte et transport	30	338 373		338 373	306 281
Traitement	31				
Matériaux secs					
Autres	33				
Plan de gestion	34	110 070		110 070	14 784
Autres	35	74 599		74 599	86 049
Cours d'eau					
Protection de l'environnement	37	108 736		108 736	
Autres	38	163 581		163 581	169 515
	39	6 208 135	1 721 576	7 929 711	7 173 719
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	93 462		93 462	126 256
Sécurité du revenu	41				
Autres	42				
	43	93 462		93 462	126 256

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	1 050 632	5 646	1 056 278	1 056 278	862 116
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	204 153		204 153	204 153	244 980
Tourisme	48					
Autres	49					
Autres	50					
	51	1 254 785	5 646	1 260 431	1 260 431	1 107 096
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	92 440	9 508	101 948	101 948	86 953
Patinoires intérieures et extérieures	53	440 897	42 566	483 463	483 463	467 177
Piscines, plages et ports de plaisance	54	619 454	2 104	621 558	621 558	536 803
Parcs et terrains de jeux	55	1 687 850	366 267	2 054 117	2 054 117	1 947 750
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	5 193		5 193	5 193	5 024
Autres	58	43 631		43 631	43 631	75 836
	59	2 889 465	420 445	3 309 910	3 309 910	3 119 543
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	110 715		110 715	110 715	132 552
Bibliothèques	61	1 135 605	27 124	1 162 729	1 162 729	1 147 838
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64					
	65	1 246 320	27 124	1 273 444	1 273 444	1 280 390
	66	4 135 785	447 569	4 583 354	4 583 354	4 399 933

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	1 061 554		1 061 554	1 100 106	914 216
Autres frais	69	127 369		127 369	131 864	124 100
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71	18 595		18 595	18 595	
	72	1 207 518		1 207 518	1 250 565	1 038 316
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	4 686 299 (	4 686 299)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 227 056	1 227 056	622 694
Usines de traitement de l'eau potable	2	30 597	30 597	274 376
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	774 099	774 099	967 259
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 088 207	2 088 207	1 815 782
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	15 460	15 460	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	96 870	96 870	294 091
Autres infrastructures	11	194 758	194 758	887 612
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	258 343	258 343	46 258
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 723	28 723	65 967
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	764 375	764 375	584 558
Ameublement et équipement de bureau	18	10 498	10 498	92 766
Machinerie, outillage et équipement divers	19	175 277	178 043	420 386
Terrains	20	46 343	46 343	370 700
Autres	21			
	22	5 710 606	5 713 372	6 442 449

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	1	1 227 056	1 227 056	622 694
	Usines de traitement de l'eau potable	2	30 597	30 597	274 376
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4	774 099	774 099	967 259
	Autres infrastructures	5	2 395 295	2 395 295	2 997 485
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	6			
	Usines de traitement de l'eau potable	7			
	Usines et bassins d'épuration	8			
	Conduites d'égout	9			
	Autres infrastructures	10			
	Autres immobilisations corporelles	11	1 283 559	1 286 325	1 580 635
		12	5 710 606	5 713 372	6 442 449

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	10 764 985	510 523	779 719	10 495 789
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 745 669	2 529 577	2 493 496	27 781 750
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	38 510 654	3 040 100	3 273 215	38 277 539
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 973 588		818 422	5 155 166
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 973 588		818 422	5 155 166
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	70 012	296 524	9 598	356 938
	15	6 043 600	296 524	828 020	5 512 104
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 043 600	296 524	828 020	5 512 104
	19	44 554 254	3 336 624	4 101 235	43 789 643
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	44 554 254	3 336 624	4 101 235	43 789 643

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	42 022 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 401 912
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	238 143
--	---	---------

Débiteurs	8	5 146 862
-----------	---	-----------

Autres montants	9	356 938
-----------------	---	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	39 681 969
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	1 865 467

Endettement net à long terme	14	41 547 436
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	750 502
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	42 297 938
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	42 297 938
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1			
	Évaluation	2	198 484	198 484	117 077
	Autres	3	414 036	414 036	268 124
Sécurité publique					
	Police	4			
	Sécurité incendie	5	75 027	75 027	82 386
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9			
	Autres	10	18 657	18 657	135 357
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11	1 248 482	(5 772)	17 600
	Matières résiduelles	12	211 702	211 702	247 166
	Cours d'eau	13			
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15	12 314	12 314	12 178
Santé et bien-être					
	Logement social	16			
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	253 991	253 991	193 716
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	193 431	193 431	223 033
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	284 990	284 990	289 187
	Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité					
		24			
		25	2 911 114	1 656 860	1 585 824

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		40 541
Charges sociales	2		11 434
Biens et services	3	5 710 606	6 278 395
Frais de financement	4		9 803
Autres	5		
	6	5 710 606	6 340 173

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	25,00	37,50	48 750,00	2 435 487	493 698	2 929 185
Professionnels	2	7,00	2,00	168,00	52 942	5 235	58 177
Cols blancs	3	48,00	32,50	81 120,00	2 857 170	617 994	3 475 164
Cols bleus	4	44,00	40,00	91 520,00	2 785 892	567 785	3 353 677
Policiers	5						
Pompiers	6	38,00	19,50	38 532,00	1 117 358	166 593	1 283 951
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	162,00		260 090,00	9 248 849	1 851 305	11 100 154
Élus	9	7,00			238 358	43 520	281 878
	10	169,00			9 487 207	1 894 825	11 382 032

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	77 016	(17 848)	483 200		542 368
Réseau de distribution de l'eau potable	3	12 180				12 180
Traitement des eaux usées	4	373				373
Réseaux d'égout	5	(74 759)	(2 283)			(77 042)
Autres	6	918 927	1 258 800			2 177 727
	7	933 737	1 238 669	483 200		2 655 606

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	65 451	46 745
	4	65 451	46 745
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	58 060	51 954
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	58 060	51 954
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	387 013	322 199
Enlèvement de la neige	11	31 475	20 746
Autres	12		
Transport collectif	13	778	878
Autres	14	36 855	36 025
	15	456 121	379 848
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	186 546	122 011
Réseau de distribution de l'eau potable	17	87 366	79 660
Traitement des eaux usées	18	2 219	
Réseaux d'égout	19	159 265	142 896
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	171	
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	435 567	344 567
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	19 093	20 347
Rénovation urbaine	32	3 104	3 784
Promotion et développement économique	33	6 510	7 081
Autres	34		
	35	28 707	31 212
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	108 520	92 886
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	3 980	4 140
Autres	38	51 112	44 093
	39	163 612	141 119
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 207 518	995 445

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bernard Bigras-Denis	1.1 Maire	58 947	18 207	16 662	
Hugo Lajoie	1.2 Maire suppléant	21 387	10 694		
Guylaine Desforges	1.3 Conseiller	16 632	8 316		
Christian David	1.4 Conseiller	16 632	8 316		
Virginie Filiatrault	1.5 Conseiller	16 632	8 316		
Aline Gravel	1.6 Conseiller	16 362	8 316		
Gaétan Larose	1.7 Conseiller	16 362	8 316		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 4 050 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 73 638 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 9 632 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 185 771 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC Argenteuil

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 105 000 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 193 676 \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

- Systèmes de sécurité

46 _____ \$

- Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

- Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

- Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

- Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

- Systèmes de drainage

51 _____ \$

- Abords de routes

52 _____ \$

- Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 401-11-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-04
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 1 190
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 588
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 2
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

- | | | | |
|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <p>Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».</p> | | | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 2 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 3 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 4 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 6 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 9 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-07-02

Nom du signataire : Marie-Josée Fournier

Fonction du signataire : trésorière par intérim

Date de transmission au Ministère : 2024-07-10

Date et heure de la dernière modification : 2024-07-04 10:37

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	29 072 838	30 328 100	32 136 648	1 254 545	31 226 912
Investissement	2	3 321 466	8 658 000	1 596 070		1 596 070
	3	32 394 304	38 986 100	33 732 718	1 254 545	32 822 982
Charges	4	29 304 832	32 750 246	31 627 308	1 433 356	30 896 382
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 089 472	6 235 854	2 105 410	(178 811)	1 926 600
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 321 466)(	8 658 000)(	1 596 070)(	)	1 596 070)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(231 994)	(2 422 146)	509 340	(178 811)	330 530
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 662 446	4 442 046	4 686 299	414 272	5 100 571
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			30 000	565	30 565
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 919 900)(	3 060 200)(	3 060 200)(	213 587)(	3 273 787)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	308 032)(	248 600)(	589 389)(	291)(	589 680)
Excédent (déficit) accumulé	12	971 600	1 288 900	1 449 020	1 264	1 450 284
Autres éléments de conciliation	13	797 413		422 100		422 100
	14	3 203 527	2 422 146	2 937 830	202 223	3 140 053
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 971 533		3 447 170	23 412	3 470 583

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 027 641	3 963 931	4 515 945
Débiteurs	2	17 152 390	18 401 370	17 142 845
Placements de portefeuille	3	292 712	279 931	292 712
Autres	4	4 809 517	4 496 742	4 809 517
	5	26 282 260	27 141 974	26 906 091
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	42 208 403	41 701 433	43 455 047
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	6 878 293	7 335 491	7 129 124
	10	49 086 696	49 036 924	50 810 631
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(22 804 436)	(21 894 950)	(23 259 911)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	90 918 518	91 944 485	98 766 899
Autres	13	1 325 256	1 495 214	1 325 256
	14	92 243 774	93 439 699	100 262 113
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	6 809 697	7 721 478	7 797 620
Excédent de fonctionnement affecté	16	3 334 853	3 351 723	3 334 853
Réserves financières et fonds réservés	17	1 479 803	1 664 634	2 088 182
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	3 471 600)(	3 161 000)(	4 641 984)(
Financement des investissements en cours	19	(1 766 395)	(1 557 477)	(1 662 789)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	63 052 980	63 525 391	70 069 450
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	69 439 338	71 544 749	77 002 202

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget 2024	1.1	1 593 000	1 500 000
▪ Prog. économie d'eau potable	1.2	184 103	182 151
▪ Développement parcs industriels	1.3	447 171	447 171
▪ Engagements	1.4	59 628	73 208
▪ Covid-19 (exercice suivant)	1.5	62 700	362 700
▪ Mandat d'évaluation	1.6	602 195	482 195
▪ Études&avants-projets rég.emp.	1.7	186 562	186 562
▪ Plan dir. égouts et Sinistrés	1.8	19 090	100 866
▪ Équipement parcs, signalisation et plantation arbres	1.9	197 274	
	2	3 351 723	3 334 853
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	3 351 723	3 334 853
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	1 246 491	1 211 660
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	238 143	238 143
Organismes contrôlés et partenariats	10	423 548	
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	180 000	30 000
Autres			
▪	14.1		
	15	2 088 182	1 479 803
	16	5 439 905	4 814 656

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	39 681 969
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	42 297 938

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	27 781 750	27 745 669
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	10 495 789	10 764 985
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 155 166	5 973 588
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	356 938	70 012
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	43 789 643	44 554 254

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	21 942 722	24 075 400	24 171 851	24 171 851
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 315 302	1 308 300	1 374 947	1 374 947
Quotes-parts	14				
Transferts	15	801 804	740 700	913 607	913 898
Services rendus	16	2 250 899	2 229 400	2 480 022	1 569 995
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 686 867	1 691 700	2 164 268	2 164 268
Autres	18	75 244	282 600	1 031 953	1 031 953
	19	29 072 838	30 328 100	32 136 648	31 226 912
Investissement					
Taxes	20		40 000		
Quotes-parts	21				
Transferts	22	3 463 441	8 118 000	1 741 999	1 741 999
Autres	23	(141 975)	500 000	(145 929)	(145 929)
	24	3 321 466	8 658 000	1 596 070	1 596 070
	25	32 394 304	38 986 100	33 732 718	32 822 982

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	4 517 938	141 578	4 659 516	4 575 369	4 305 468
Sécurité publique						
Police	2	2 162 212		2 162 212	2 162 212	2 065 712
Sécurité incendie	3	1 866 704	262 453	2 129 157	2 129 157	1 901 325
Autres	4	232 607		232 607	232 607	262 630
Transport						
Réseau routier	5	4 930 757	2 021 529	6 952 286	6 952 286	6 532 771
Transport collectif	6	331 106	49 944	381 050	381 050	341 363
Autres	7		36 004	36 004	36 004	36 004
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 984 276	1 711 579	5 695 855	5 006 029	5 230 804
Matières résiduelles	9	1 951 542	9 997	1 961 539	1 961 539	1 773 400
Autres	10	272 317		272 317	272 317	169 515
Santé et bien-être	11	93 462		93 462	93 462	126 256
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 050 632	5 646	1 056 278	1 056 278	862 116
Promotion et développement économique	13	204 153		204 153	204 153	244 980
Autres	14					
Loisirs et culture	15	4 135 785	447 569	4 583 354	4 583 354	4 399 933
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 207 518		1 207 518	1 250 565	1 038 316
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	26 941 009	4 686 299	31 627 308	30 896 382	29 290 593
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 686 299 (	4 686 299)			
	21	31 627 308		31 627 308	30 896 382	29 290 593

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Réalisations 2023</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
Revenus d'investissement	1	3 321 466	1 596 070		1 596 070
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 340 173)(	5 710 606)(	2 766)(	5 713 372)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	7 418)(	161 007)(	)	161 007)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 166 500	3 010 100		3 010 100
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	308 032	589 389	291	589 680
Excédent accumulé	6	655 367	889 704		889 704
	7	(217 692)	(1 382 420)	(2 475)	(1 384 895)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 103 774	213 650	(2 475)	211 175

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14